

faites pour résoudre le conflit en Angola même ont progressé par à-coups; les rebelles de l'UNITA demeurent puissants sous la direction de Jonas Savimbi et grâce au soutien extérieur fourni principalement par l'Afrique du Sud et les États-Unis. Quant à lui, le gouvernement anglais est trop épuisé par la guerre pour assurer ne serait-ce que les services essentiels à sa population tourmentée et décimée.

Au Mozambique, la situation est encore pire : la guerre, qui se prolonge entre le gouvernement et les rebelles de la RENAMO, a maintenant déraciné une grande partie de la population; le pays n'est même plus capable de se nourrir, environ un demi-million de personnes ont perdu la vie, 90 p. 100 des victimes étant des civils, tandis que d'innombrables autres ont été mutilées et blessées. Même après la signature de l'accord de Nkomati avec l'Afrique du Sud en 1984, cette sanglante guerre s'est poursuivie, montrant ainsi que Pretoria refusait ou était incapable de maîtriser certains groupes puissants du pays résolus à favoriser cette forme on ne peut plus systématique de déstabilisation. Plus récemment, même quand les États-Unis et la Grande-Bretagne ont affiché plus de bienveillance envers le Mozambique, et après que l'Afrique du Sud eut adopté des politiques moins draconiennes chez elle ainsi qu'en Namibie et en Angola, la guerre n'a pas vraiment diminué en intensité au Mozambique.

Là, comme dans d'autres pays de la CCDA (Conférence pour la coordination du développement en Afrique australe), le gouvernement canadien a compris que les secours et l'aide au développement sont inutiles si les effets de ces efforts risquent d'être anéantis par la guerre. Sans aller aussi loin que la Grande-Bretagne, qui assure un entraînement militaire aux troupes, ou que le Zimbabwe, qui fournit un soutien militaire direct et important, le Canada offre une assistance à caractère «non meurtrier» pour aider à garantir la sécurité des voies de transport et d'autres installations au Mozambique.

Même si, à l'heure actuelle, on est justifié à certains égards de se demander dans quelle mesure et dans quels délais Pretoria pourrait restreindre la RENAMO, il est certain qu'une stabilisation de la situation interne sud-africaine, avec, de la part des dirigeants, un engagement ferme et satisfaisant à mettre fin à l'*apartheid*, entraînera une atténuation de tous les autres conflits dans la région. Le nouveau gouvernement installé à Pretoria et la majorité des Blancs d'Afrique du Sud sont encore très loin d'accepter un avenir démocratique totalement exempt de racisme pour le pays, mais l'année 1989 aura vu des progrès que même les sceptiques les plus endurcis qualifient maintenant de dramatiques.